



LES REPRESENTANTS CGT AU CHSCT33 POUR CETTE SEANCE

Frédéric VITRY Suppléant (DRFIP)
Christophe LARROUDE Suppléant (Douanes)

Contacts: cgt.drifip33@dgfip.finances.gouv.fr
snad-cgt-bordeaux@douane.finances.gouv.fr
cgt.dircofi-sudouest@dgfip.finances.gouv.fr

Compte-rendu de la réunion du CHSCT33 du 27/08/2020

Les bureaux collectifs ont toujours la cote

Le port du masque qui se généralise ne doit pas servir de caution aux directions pour négliger les mesures organisationnelles qui ont fait leur preuve dans le cadre de lutte contre le virus.

La jauge de 10 personnes étant dépassée, les participants ont porté un masque pendant toute la réunion.

En complément de notre déclaration préalable (lire [ici](#)), nous relevons que l'examen des registres santé et sécurité au travail des directions n'a pas été inscrit à l'ordre du jour de la séance alors que les textes le prévoient et que depuis des années le CHSCT33 en avait pris la (bonne) habitude. Le Président nous informe d'un retour à la normale sur ce sujet dès la prochaine séance.

Il se défend de ne pas mettre les moyens pour le télétravail et nous informe que des crédits vont être débloqués qui permettront d'équiper 40% des agents des Finances Publiques en ordinateurs portables.

Nous revenons sur la sous-utilisation du télétravail en douane alors même que certaines fonctions comportent des tâches aisément télé-travaillables et qu'il convient de limiter urgemment le nombre d'agents présents en même temps dans les services.

Pour les agents des SRE des douanes, le directeur nous renvoie à une expérimentation dont on peine à comprendre les contours.

Le Président nous confirme que les agents vulnérables vont continuer à être priorités pour le télétravail dès lors que leur activité le permet, autrement ils seront placés en autorisation d'absence (sans vol de congés du moins on espère).

La date du 31/08 ne met donc pas fin au dispositif des autorisations d'absence pour ces agents.

POINT 1 : Questionnaire COVID

Un questionnaire ministériel a été envoyé aux CHSCT pour juger de l'évaluation des risques et de l'établissement des mesures de prévention pendant la crise sanitaire (Plan de Continuité et de Reprise de l'Activité).

Les directions le reconnaissent, l'évaluation des risques et les mesures de prévention n'ont pas été réalisées en concertation avec les représentants des personnels malgré le guide ministériel (les conséquences n'ont pas l'air d'effrayer outre mesure les directeurs). Les directeurs ont présenté les PCA et PRA aux organisations syndicales en ne retenant que trop rarement leurs propositions.

De plus, les mesures de prévention décrites dans les PCA/PRA ont été établies par mission et contextes de travail et non par service ce qui a exclu la possibilité d'avoir un droit de regard du CHSCT sur les aménagements des bureaux . Les chefs de service n'ont pas été assez accompagnés.

Le télétravail n'a pas été suffisamment développé ou reconnu. Les moyens n'ont pas été renforcés pour le faciliter.

Des collègues en autorisations d'absence pour garde d'enfants ou en télétravail dit non productif ont eu des retenues abusives de jour de congés.

Enfin, nous pointons les discours contradictoires sur l'emploi des masques de protection et l'absence de commandes de masques FFP pour les douaniers des brigades alors que ceux ci avaient été fournis lors de la dernière pandémie.

POINT 2 : Validation du groupe de travail (GT) « **immobilier et conditions de travail : projets d'aménagements de la Trésorerie de Castres sur Gironde et de Rauzan** »

Les travaux ont été présentés dans ce GT préparatoire en tant que modernisation et agrandissement des espaces de travail avec à l'appui des plans et des avis favorables

du médecin de prévention et de l'ISST (inspecteur de sécurité au travail) sur ces aménagements.

– *Projet de la Trésorerie de Castres.*

Le projet vise principalement à la transformation du logement de fonction à l'étage d'une surface de 98,5 m², en trois bureaux de 17 à 32 m², avec la réfection des sanitaires et de la cuisine notamment, en espace de cuisine et de détente.

À terme, le service pourrait accueillir un maximum de **10 agents** dont 6 installés au rdc et 4 au niveau 1 (planning prévisionnel des chantiers de septembre à fin octobre).

– *Projet de la Trésorerie de Rauzan.*

Le projet consiste aussi à modifier l'agencement intérieur actuel du bâtiment en installant des postes de travail supplémentaires, avec un réseau électrique rénové et la climatisation au niveau 1, d'une pièce ramenée à 25 m² après démolition d'une cloison (planning prévisionnel des chantiers de la fin septembre à la mi-octobre).

À terme le nombre de postes de travail pourrait être de 15 en préfiguration de la création *des services de gestion comptable*.

Projets et NRP ?

Ces travaux offrirait donc pour la Direction davantage de place aux agents dans le cadre de la crise sanitaires si le nouveau réseau de proximité (NRP) est abandonné.

Le Président avance masquée, car ces aménagements ne seraient pas forcément liés au NRP toujours à l'état de projet selon lui. Il souligne d'ailleurs que le projet et les plans établis ont été présentés aux personnels par les chefs de service et ont recueilli l'adhésion des agents.

Or, pour la CGT, la création d'open-space à l'occasion de réaménagements de locaux en pleine période de pandémie COVID-19, est un non-sens en termes de prévention des risques. On densifie des bureaux à marche forcée dans la perspective d'un démantèlement de structures de pleine compétence.

Pour autant, si les organisations syndicales reconnaissent que des travaux de modernisation peuvent améliorer les conditions de travail du personnel, la CGT souligne toujours son opposition à la destruction du réseau de trésoreries à travers cette réforme et qui plus est en pleine période de crise sanitaire et de récession économique.

Pour la CGT, cette présentation idyllique de projets n'est donc que la préfiguration des *futurs services de gestions comptables* dans un fumeux écran de fusions absorptions de postes, transferts et suppressions d'emplois et de missions à la DGFIP.

Le Président nous rappelle d'ailleurs que le conseiller aux décideurs locaux en préfiguration de la réforme est déjà nommé .

Dans les faits, tout est ficelé : des agents subiront des déménagements forcés et une nouvelle fois une dégradation de leurs conditions de travail. Pour nous, c'est clair, toutes les réorganisations doivent être reportées à l'après-crise et celles du NRP abandonnées.

POINT 3 : Présentation de la lettre de mission de l'assistante de prévention de l'INSEE

Cette lettre prévoit la création d'un poste d'assistante de prévention à temps plein à l'INSEE alors que jusqu'à présent cette fonction était exercée à temps partagé par un autre agent.

L'agente en question assistera le conseiller de prévention pour les trois établissements de la Nouvelle-Aquitaine.

Le réseau de prévention de l'INSEE s'étoffe; néanmoins la durée de la mission, un an, nous interroge.

POINT 4 : Questions diverses

- le président nous informe que la visite par le CHSCT33 du nouveau bâtiment INSIGHT qui abritera le CSRH des douanes et les services de l'INSEE aura lieu le 09 septembre prochain en fin de journée. Les organisations syndicales désigneront leurs représentants,
- interrogé sur le port du masque obligatoire dans les bureaux partagés à partir de mardi, le Président nous précise que 6 masques en tissu lavables seront distribués prochainement aux agents du ministère,
- la médecin de prévention nous fait savoir qu'elle n'est pas favorable au financement par le CHSCT33 de trousse de secours UCR Slinpack pour les brigades des douanes au motif qu'elle comportent des garrots à cliquet qui mal utilisés peuvent faire plus de mal que de bien. Nous contestons cette approche : la pose d'un garrot peut sauver une vie en permettant une réaction rapide et efficace à une hémorragie massive, elle fait partie de la formation PSC1 et de

telles troussees ont déjà été financées par des CHSCT. Nous reviendrons sur ce sujet lors du groupe de travail budget du 02 septembre prochain,

- nous demandons que les agents des SIP de la cité qui viennent en renfort de l'accueil situé en algeco aménagés, aient à disposition dans *leur propre service*, des masques chirurgicaux et des gants pour s'équiper avant ces réceptions des usagers .
- La CGT demande que pendant les travaux prévus à la cité administrative qui compliquent l'accès au bâtiment, les agents ne badgent pas mais régularisent leur situation en entrant leurs horaires sur SIRHIUS.

Nous sollicitons la tenue rapide d'un nouveau CHSCT pour évaluer les conséquences de la généralisation du port du masque et les évolutions nécessaires des mesures organisationnelles dont le télétravail. La prochaine réunion du CHSCT33 est prévue début octobre.

Vos représentants CGT au CHSCT 33